

autorités nationales ne veulent pas restaurer les belles maisons anciennes de la ville, dont certaines datent du treizième siècle, parce qu'elles sont habitées par des Arabes. Des centaines d'édifices ont été déclarés dangereux, les égouts coulent à ciel ouvert et les autorités ne font rien, dans l'espoir que les conditions de vie insupportables inciteront les « minorités » à quitter les lieux pour être relogés dans les immeubles affreux qui ont été construits à l'entrée de la ville. Il sera alors possible de lancer une opération de restauration qui transformera la vieille-ville en centre de festivals culturels, et d'attribuer les maisons à des « gens raffinés » qui sauront apprécier (au contraire des Arabes) la beauté des trésors qui leur seront offerts pour une bouchée de pain. Et si les Arabes, ces entêtés, s'obstinent à ne pas vouloir partir, que la vieille-ville de Akka s'effrite jusqu'au bout, ce n'est pas grave. Nous avons des spécialistes et des reconSTRUCTEURS de talent qui nous feront une ville plus belle, comme ils ont refait la vieille-ville de Jaffa et le quartier juif de Jérusalem. Plus beau et surtout à nous, au peuple d'Israël.

Nous assistons avec stupeur au spectacle des canons serbes qui détruisent Dubrovnik, la perle de l'Adriatique. Nous restons bouche bée devant cette haine de l'autre, devant ce violent instinct de pillage, de destruction barbare et d'expulsion d'êtres humains hors de leurs maisons. Les moyens légaux et soi-disant paisibles que nous employons pour satisfaire les mêmes instincts ne sont pas moins cruels. Qui nous sauvera de la barbarie ?

Meron BENVENISTI
Haaretz, 19 décembre 1992.

BUSH, ISRAËL ET LES SUCHIS

(...) En consacrant le quart du budget national des travaux publics à la construction de villas en Cisjordanie et à Gaza, Israël affirme son intention de faire traîner le processus de paix jusqu'à l'extension de sa mainmise totale sur les territoires. A la

base de cette politique se trouve l'axiome selon lequel le temps travaillerait pour nous. Dans dix ou quinze ans, la situation des territoires sera très différente de celle d'aujourd'hui et les pays arabes chercheront à s'entendre avec le puissant Grand Israël. Shamir et ses amis pensent que la sympathie fondamentale des États-Unis à l'égard d'Israël ne saurait s'altérer dramatiquement d'ici-là. Ils ne croient pas que leur politique gêne les États-Unis dans leur projet de construction d'un nouvel ordre mondial dans lequel le Moyen-Orient fera partie de la zone d'influence économique européenne. Il ne leur vient pas à l'esprit qu'Israël est en train de devenir une épine dans le pied de Bush. Shamir et son gouvernement continuent, comme si de rien n'était, à vivre dans un monde qui n'existe déjà plus. Certes, les États-Unis ne se sont pas encore adaptés à l'absence d'un rival idéologique et militaire à leur mesure, qui leur dispute le monde région par région. Mais cela ne saurait tarder, et de quelque manière que ce passage s'effectue, l'importance d'Israël en tant qu'élément de la politique étrangère des États-Unis déclinera de plus en plus. Depuis la création de l'État et jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, la politique américaine au Moyen-Orient a obéi aux impératifs de la guerre froide. Israël en a souffert jusqu'en 1958 puis en a considérablement profité, surtout au début des années 80. La collaboration stratégique entre Israël et les États-Unis s'est tissée contre « l'Empire du mal » soviétique, et n'a plus de justification réelle aujourd'hui. Car on peut penser tout le bien que l'on veut penser des raisons morales et psychologiques qui ont rapproché les États-Unis de la seule démocratie du Moyen-Orient, il n'en reste pas moins que ce n'est pas pour toutes ces jolies choses que les États-Unis ont soutenu Israël politiquement, économiquement et militairement. (Et même si cela était vrai, Israël s'est acharné à détruire cette base d'entente idéologique...)

Nous vivons actuellement notre dernière chance de conclure la paix avec l'aide d'une administration américaine encore influencée

par ses réflexes moyen-orientaux traditionnels et toujours liée par son opposition officielle à la création d'un État palestinien indépendant. Les États-Unis d'aujourd'hui sont prêts à récompenser un Israël qui accepterait le compromis, mais cela ne durera pas. A l'avenir, Israël aura à faire avec une administration qui aura peut-être encore des sentiments à notre égard, mais plus aucun intérêt à nous soutenir. Les juifs américains eux-mêmes sont en train de changer leur fusil d'épaule. Ils s'inquiètent plus de la montée de l'antisémitisme qui pourrait résulter des difficultés économiques aux États-Unis, que des garanties nécessaires à l'intégration de l'immigration soviétique. Le président Bush n'aime pas Shamir, ni les implantations, et il n'éprouve peut-être aucune sympathie particulière pour Israël. Mais il est cependant le produit de la vieille Amérique, de la guerre froide, de l'influence de la shoah et du soutien à Israël. Ses successeurs seront plus jeunes, libérés de tous les liens du passé, pressés de faire progresser les États-Unis vers le vingt-et-unième siècle en balayant tous les obstacles sur leur chemin. Ce que Yitzhak Shamir est en train de faire ne peut avoir qu'un seul résultat : que les États-Unis se méfient dorénavant d'Israël comme des suchis japonais.

Hami SHALEV
Davar, 10 janvier 1992.

FACE AUX INTÉGRISTES

On peut déjà prévoir, sans risque de se tromper, que si la négociation actuelle avec une délégation palestinienne qui représente l'OLP échoue, Israël se retrouvera rapidement face à une direction palestinienne islamiste intégriste.

Tout au long de ces dernières années, les événements régionaux et internationaux ont été profitables aux tendances intégristes locales. Face au succès de la révolution iranienne et à l'échec du nationalisme arabe (échec dans la réalisation de l'unité arabe

comme dans l'obtention d'une solution à la question palestinienne), l'islam est aujourd'hui perçu dans le monde arabe, Palestiniens compris, comme la seule voie identitaire possible dans leur douloureux affrontement avec les défis occidentaux. (...)

Cependant, même si les mouvements islamistes se sont effectivement renforcés au sein de la société palestinienne et parmi les Arabes d'Israël, la fidélité au nationalisme palestinien (c'est-à-dire à l'OLP) est toujours prédominante. Si l'on examine les résultats des élections qui ont lieu de temps en temps dans les territoires (élections estudiantines ou syndicales, chambres de commerce ou comités d'entreprises), on y trouve des scores d'environ 50 % pour le Fath, 20 % pour les organisations de gauche et 20 % pour les islamistes. Après avoir exigé de Yasser Arafat que 40 % des sièges du Conseil national palestinien leur soient attribués, exigence qui s'est heurtée à un refus, les intégristes palestiniens (Hamass en tête) mènent actuellement la campagne du refus contre le processus de négociation. Leur tentative d'empêcher l'ouverture des négociations a échoué et leur force a semblé décliner en conséquence des succès remportés par la délégation palestinienne à la conférence de Madrid. A l'époque, la population n'avait pas obéi aux mots d'ordre de grève de Hamass et le Fath avait obtenu une victoire écrasante aux élections de la chambre de commerce de Gaza. Aujourd'hui, quelques semaines plus tard, avec le retour de Washington d'une délégation découragée par l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations, Hamass relève la tête. Encouragé par les succès du FIS algérien et par l'indépendance des républiques musulmanes de l'ex-Union soviétique, Hamass a réussi à paralyser la ville de Toulkarm lors d'une visite de Faysal Hussein et à l'empêcher de prendre la parole dans un meeting. Selon les militants de l'OLP actifs dans les territoires occupés, la dynamique actuelle est très simple : si les partisans de la négociation ne réussissent pas à obtenir des acquis, ils s'aliéneront le soutien popu-